

Au Journal officiel du 20 au 26 juillet 2019

29/07/2019

Au Journal officiel du 20 au 26 juillet 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 20 juillet 2019 :

- LOI n° 2019-744 du 19 juillet 2019 **de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés** . – *Modification du Code de commerce et du Code civil. – Ratification de l'ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 et de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 ;*
- Arrêté du 8 juillet 2019 relatif aux **modalités d'imputation de la réduction de cotisations patronales prévue aux articles L. 241-13, L. 241.10 et L. 752-3-2 du Code de la sécurité sociale** . – *Abrogation de l'arrêté du 16 décembre 2015.*

Au JO du 21 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-746 du 19 juillet 2019 **fixant à compter du 1er janvier 2019 le montant du salaire prévu aux articles L. 134-1, L. 134-2, L. 141-24 et L. 141-29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre concernant les enfants et orphelins atteints d'une infirmité incurable** . – *Modification du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 1^{er}) ;*
- Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la **facturation électronique dans la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique. – Abrogation du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 7) ;*
- Décret n° 2019-749 du 19 juillet 2019 relatif à **l'indemnité supplémentaire versée aux volontaires internationaux en entreprise** . – *Modification du décret n° 2000-1159 du 30 novembre 2000. – Ce texte entre en vigueur le 23 mai 2020 (cf. art. 4).*

Au JO du 23 juillet 2019 :

- LOI n° 2019-753 du 22 juillet 2019 portant **création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'environnement, du Code de l'urbanisme, du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du Code de la construction et de l'habitation et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 14).*

Au JO du 24 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-756 du 22 juillet 2019 portant **diverses dispositions de coordination de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice en matière de protection juridique des majeurs, de changement de régime matrimonial, d'actes non contentieux confiés aux notaires et de prorogation de l'attribution provisoire de la jouissance du logement de la famille et mesure relative à la reconnaissance transfrontalière des décisions de protection juridique des majeurs** . – *Modification du Code de procédure civile, du Code de la santé publique et du décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 ;*
- Décret n° 2019-757 du 22 juillet 2019 relatif aux **modalités d'application et d'entrée en vigueur de l'article 201 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019** . – *Ce texte fixe les modalités d'entrée en vigueur des I à V de l'article 201 de la Loi des finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018.*

Au JO du 25 juillet 2019 :

- LOI n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant **création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés** . – *Modification du Code général des impôts et de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017* ;
- Ordonnance n° 2019-761 du 24 juillet 2019 relative au **régulateur des redevances aéroportuaires** . – *Modification du Code des transports*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1^{er} octobre 2019 (cf. art. 3)* ;
- Ordonnance n° 2019-765 du 24 juillet 2019 relative au **droit de rectification des informations concernant les bénéficiaires des prestations sociales et des minima sociaux en cas de notification d'indus** . – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code de l'action sociale et des familles*. – *Ce texte entre en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat, au plus tôt le 1^{er} janvier 2020 et au plus tard le 1^{er} juillet 2020 (cf. art. 3)* ;
- Ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 portant **réforme de l'épargne retraite** . – *Modification du Code monétaire et financier, du Code général des impôts, du Code de la sécurité sociale, du Code des assurances, du Code de la mutualité et du Code du travail*. – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières* ;
- Ordonnance n° 2019-770 du 17 juillet 2019 relative à la **partie législative du livre VIII du Code de la construction et de l'habitation** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation (création d'un livre VIII), du Code de la sécurité sociale, du Code de l'action sociale et des familles, du Code de la consommation, du Code général des collectivités territoriales, du Code général des impôts, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Livre des procédures fiscales et de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières* ;
- Et Décret n° 2019-772 du 24 juillet 2019 relatif à la **partie réglementaire du livre VIII du Code de la construction et de l'habitation** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation (création d'un livre VIII), du Code de la sécurité sociale, du Code de l'action sociale et des familles, du Code du domaine de l'État, du Code de l'éducation, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code général des impôts, du Code du travail, du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 34)* ;
- Décret n° 2019-768 du 24 juillet 2019 relatif à l'**accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne** . – *Modification du décret n° 2018-689 du 1^{er} août 2018* ;
- Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux **obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire**. – **Modification du Code de la construction et de l'habitation** . – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019 (cf. art. 2)*.

Au JO du 26 juillet 2019 :

- LOI n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant **création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement** . – *Modification du Code de l'environnement, du Code de la route, du Code forestier, du Code de procédure pénale, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la sécurité intérieure, du Code général des impôts, du Code civil, du Code de justice administrative et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 24)* ;
- LOI n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'**organisation et à la transformation du système de santé** . – *Modification du Code de l'éducation, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du*

Code général des collectivités territoriales, du Code du travail, du Code de l'action sociale et des familles, du Code de l'environnement, du Code de procédure pénale, du Code de la consommation et de plusieurs textes non codifiés. – Ratification de plusieurs ordonnances. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;

- LOI n° 2019-775 du 24 juillet 2019 **tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse** . – Modification du Code de la propriété intellectuelle. – Ce texte entre en vigueur trois mois après sa promulgation (cf. art. 14) ;
- LOI n° 2019-776 du 24 juillet 2019 visant à **permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales** . – Modification du Code électoral. – Ce texte entre en vigueur à compter du prochain renouvellement du Sénat (cf. art. 2) ;
- Ordonnance n ° 2019-784 du 24 juillet 2019 **modifiant les dispositions du Code minier relatives à l'octroi et à la prolongation des titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques** . – Modification du Code minier. – Ce texte entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat pris pour son application, et au plus tard le 1er janvier 2020 (cf. art 15) ;
- Décret n° 2019-783 du 24 juillet 2019 relatif à la **compétence du ministre de la défense pour délivrer certaines autorisations prévues aux articles L. 2342-8 et L. 2342-10 du Code de la défense** . – Modification du Code de la défense ;
- Arrêté du 7 mars 2019 fixant les **données de la déclaration sociale nominative adressées aux administrations et organismes compétents** . – Abrogation de l'arrêté du 30 novembre 2016;
- Arrêté du 19 juillet 2019 fixant le **montant de la redevance due pour l'obtention de la carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante** . – Modification du Code de commerce. – Ce texte entre en vigueur le 1er août 2019 (cf. art. 2).

La Rédaction législation

© LexisNexis SA